



Mairie de Combs-la-Ville
Esplanade Charles de Gaulle
B.P. 116 - 77 385 Combs-la-Ville Cedex
Tel. : 01 64 13.16.00
wwwcombs-la-ville.fr

A R R E T E n° 2024/203 - A

EXTENSION DE RESEAU BASSE TENSION 22 AVENUE DE QUINCY ENTREPRISE TPSM

LE MAIRE,

- VU Le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2213-1, L.2213-2, L.2213-3,
- VU Le code de la voirie routière,
- VU Le Code de la Route et notamment ses articles, L325-1 et les suivants, R 417-10 et R.417-11,
- VU L'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié,
- VU Le Code Pénal et notamment son article R 610-5,
- VU L'arrêté municipal 2016/385A relatif au stationnement abusif,
- VU La DICT n° 2024031801196P, en date du 18 mars 2024,

CONSIDERANT

Qu'il importe de réglementer le stationnement et la circulation afin d'assurer la sécurité publique pendant les travaux d'extension du réseau basse tension à effectuer par l'entreprise **TPSM – 70, avenue Blaise Pascal – 77554 MOISSY-CRAMAYEL CEDEX, pour le compte d'ENEDIS.**

ARRETE

- ARTICLE 1 :** Du jeudi 18 avril au vendredi 3 mai 2024, l'entreprise **TPSM** est autorisée à occuper la voie publique suivante :
- **22 avenue de Quincy**
- ARTICLE 2 :** Le stationnement est interdit au droit du chantier et considéré comme gênant des deux côtés de la chaussée dans la voie susvisée.
- ARTICLE 3 :** Pendant l'exécution des travaux, la circulation se fait par rétrécissement de chaussée, ou par alternat manuel (piquet K10). Les piétons sont renvoyés sur le trottoir opposé. La signalisation temporaire doit être conforme au manuel du chef de chantier voirie urbaine volume 3 suivant les schémas 3.04 - 4.02-4.05.

ARTICLE 4 : Les véhicules en infraction seront verbalisés conformément aux textes en vigueur et pourront faire l'objet d'une mise en fourrière aux frais de leur propriétaire.

ARTICLE 5 : La signalisation temporaire est mise en place par l'entreprise susvisée.

Afin d'assurer la protection des piétons, il y aura lieu de laisser un cheminement libre de 1.20m minimum de large, jalonné de barrières métalliques.

Celui-ci doit être accessible aux personnes à mobilité réduite. L'installation d'une rampe d'accès sera obligatoire en présence de quelque obstacle qui soit.

ARTICLE 6 : L'entreprise susvisée doit prendre des précautions pour éviter, dans toute la mesure du possible de salir les abords du chantier en cause ainsi que les chaussées empruntées éventuellement par ses transports de terre ou de matériaux. Les véhicules doivent être chargés correctement pour ne pas perdre en cours de route une partie de leur contenu. L'entreprise procède à des nettoyages périodiques, voire journaliers, des abords et chaussées intéressés.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté est transmis à :
Monsieur le Commissaire central de la Circonscription d'Agglomération de Melun Val de Seine,
Les services techniques municipaux et le Chef de Service de Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Melun ou d'un recours gracieux auprès du Maire de Combs-la-Ville.

Fait à Combs-la-Ville, le 22 avril 2024



Le Maire
Guy GEOFFROY